



D'claration commune : une mesure draconienne contre les droits humains

## Description

Hagai El-Ad pour B'tselem, le 26 octobre

# בְּתִשְׁלֵם B'TSELEM بتسيلم

Vendredi dernier, le nouveau gouvernement d'Israël a franchi une ligne qu'aucun gouvernement israélien n'avait osé franchir auparavant, en désignant six organisations de la société civile palestinienne comme des « organisations terroristes ». Cette honteuse déclaration ne dit rien sur ces organisations mais en dit long sur la violence, la brutalité et l'arrogance que le régime israélien a employées systématiquement contre les Palestiniens depuis des décennies.

B'tselem s'affirme solidaire de nos collègues palestiniens. Nous sommes fiers de notre travail en commun depuis des années et de notre lutte partagée contre le régime d'apartheid et l'occupation. Un des groupes nouvellement mis hors-la-loi est la plus ancienne organisation palestinienne de défense des droits humains, Al-Haq, qui a été établie il y a plus de 40 ans. Al-Haq et B'tselem ont gagné ensemble plusieurs prix internationaux. En 2018, le gouvernement

israélien a essayé de bloquer l'attribution conjointe du Prix des droits de l'homme de la République française, en usant de mensonges similaires à ceux formulés maintenant. Malgré les mensonges, le prix a été accordé. Malgré les menaces, notre travail continuera.

Ce matin, Bâ' Tselem et plus de 20 organisations de la société civile israélienne ont fait paraître un communiqué en première page du quotidien Haaretz, pour dire l'évidence : criminaliser les organisations de défense des droits humains est un acte lâche qui est caractéristique des régimes autoritaires d'oppression.

Le régime d'apartheid israélien a des pouvoirs considérables quand il s'agit de diriger les vies de ses sujets palestiniens. Il n'hésite pas à utiliser ces pouvoirs pour empêcher les Palestiniens de mettre à jour ses actions, que ce soit par la demande de rendre des comptes ou par une pression sur la communauté internationale. Le régime utilise maintenant ces pouvoirs pour essayer de fermer les organisations de défense des droits humains à encore une fois en mentionnant « des preuves classifiées ». Même si c'est le ministre de la Défense qui a signé cette fois l'ordonnance, la responsabilité et le déshonneur sont ceux du gouvernement tout entier de chaque ministre individuellement et de tous les partis de la coalition.

Au cours des années, Israël a régulièrement présenté tout geste palestinien qui n'était pas une capitulation devant l'apartheid et l'occupation comme étant « terroriste ». En appeler à la Cour pénale internationale ? Terrorisme juridique. Mobiliser les Nations Unies ? Terrorisme diplomatique. Lancer un boycott des consommateurs ? Terrorisme financier. Manifester ? Terrorisme populaire. Israël peut essayer de dépeindre la lutte pour la liberté comme terroriste, mais c'est celui qui le dit qui l'est.

Quelles que soient les conséquences de la récente déclaration, une chose est claire : la lutte palestinienne pour les droits humains, la liberté et l'égalité continuera et Bâ' Tselem continuera à être solidaire de nos collègues palestiniens jusqu'à ce que l'apartheid soit aboli.

Hagai El-Ad,

Directeur exécutif de Bâ' Tselem

### **Déclaration commune : Des mesures draconiennes contre les droits humains**

La désignation comme organisations terroristes, par le ministre de la Défense, d'importantes organisations de la société civile palestinienne, en particulier nos collègues de la communauté palestinienne de défense des droits humains, est une mesure draconienne qui criminalise un travail clé sur les droits humains. Documentation, mobilisation et aide juridique sont des activités fondamentales pour la protection des droits humains dans le monde entier. Criminaliser ce travail est un acte de lâcheté, caractéristique des régimes autoritaires d'oppression. La société civile et les défenseurs des droits humains doivent être protégés. Nous nous déclarons solidaires de nos collègues palestiniens et appelons les membres du gouvernement israélien et la communauté internationale à s'opposer sans équivoque à cette décision.

Adalah | Akevot Institute for Israeli-Palestinian Conflict Research | Bâ' Tselem | Bimkom et Planners for Planning rights | Breaking the Silence Combatants for Peace | Emek Shaveh | Gisha | Hamoked : Center for the Defence of the Individual | Haqel et In Defense of Human Rights | Human Rights

Defenders Fund | Ir Amim | Kav Laoved â?? Workerâ??s Hotline | Kerem Navot | Machsom Watch | Mothers Against Violence |

Parents Against Child Detention | Peace Now | Physicians for Human Rights Israel | Rabbis for Human Rights | Standing together | The Association for Civil Rights in Israel | The Public Committee Against Torture in Israel | Yesh Din | Zazim â?? Community Action

Traduction CG pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

**date crÃ©Ã©e**

2021/10/26